

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23<sup>ème</sup> année - N° 4404 - Mercredi 21 Juin 2023 - Prix : 200 Fc

CAMPAGNE DE RÉCOLTE DE LA VANILLE 2023

## Démarrage dès hier mardi

**UNION DES COMORES**  
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat  
Porte-Parole du Gouvernement



جمهورية القمر المتحدة  
Arched - the island - the sea

الزراعة والثروة السمكية والبيئة والسياحة  
والحرف اليدوية

المشخص الرسمي باسم الحكومة  
الوزير

Arrêté n°023 - 68 / MAPETA-CAB  
Portant campagne de récolte de la Vanille 2023

**LE MINISTRE**

VU la constitution de l'Union des Comores du 23 décembre 2001, révisée par Référendum en date du 30 juillet 2018 ;

VU le décret n°16-102/PR du 14 juin 2018 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N° 11-078/PR du 30 mai 2011 portant réorganisation générale et missions des services des Ministères de l'Union des Comores, modifié par le décret n°11-139/PR du 12 juillet 2011 ;

VU le Décret N° 22 - 049/PR du 24 mai 2022 portant création de l'Office Comorien des Produits de Rente;

VU le Décret N° 22 - 038 /PR du 09 mai 2022 relatif à la composition du gouvernement de l'Union des Comores ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La campagne vanille 2023 est ouverte le 20 juin 2023, selon le calendrier et les dates ci-après :

La campagne de récolte de la vanille verte a débuté depuis hier mardi 20 juin dans l'ensemble de l'île de Mwali et dans certaines régions de Ngazidja et de Ndzuani, a annoncé le ministère de l'agriculture dans un arrêté publié le jour même. Pour l'heure le mystère règne sur le prix plancher. L'année dernière, le prix été fixé à 10 000 fc.

Le ministère de l'agriculture vient de donner le top départ de la récolte de la vanille

verte. Selon le calendrier publié par le ministère, le démarrage de la campagne qui a débuté depuis hier mardi, concerne l'ensemble de l'île de Mwali, classée dans la zone 1, tout comme dix régions de l'île de Ngazidja - Mitsamihouli - Mboude - Hamahamet - Mboikou - Oichili - Dimani - Itsandra yamboini - Bambao Yahari - Bambao yamboini - Hambou ya ntsinimoipanga. Pour Ndzuani, sept régions sont concernées - Ouani - Mutsamudu - Domoni - Moya 1 - Nioumakele - Sima - Bandrani 1.

LIRE SUITE PAGE 3

### FINANCES

## L'AFRITAC-SUD s'est réuni à Moroni durant deux jours

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**02 Dhoul hedj 1444**

**Prières aux heures officielles  
Du 21 au 25 Juin 2023**

**Lever du soleil:**

**06h 26mn**

**Coucher du soleil:**

**17h 51mn**

Fadjr : **05h 13mn**

Dhouhr : **12h 12mn**

Ansr : **15h 06mn**

Maghrib : **17h 54mn**

Incha : **19h 08mn**



## LUTTE CONTRE LA VIOLENCE INTRAFAMILIALE :

## 20 gendarmes outillés

*Durant cinq jours, 20 bénéficiaires composés de policiers et gendarmes ont été outillés en matière de techniques leur permettant d'analyser et d'approfondir les raisons qui poussent une personne à commettre un crime.*

La formation sur la lutte contre la violence intra-familiale a baissé le rideau vendredi 16 juin dernier. Durant cinq jours, les 20 bénéficiaires de cette formation ont été dotés des compétences, des outils et des moyens techniques leur permettant d'analyser et d'approfondir les raisons qui poussent une personne à commettre un crime ainsi que de déterminer la solution la mieux adaptée à chaque cas. En présence du procureur de la République, le commandant de la gendarmerie nationale Tachfine Ahmed a expliqué que la violence intra-familiale est présente dans tous les milieux. Aucune couche sociale n'est épargnée. Elle atteint la femme dans son intégrité physique et psychique. Elle ne saurait se réduire au symptôme du dysfonctionnement d'un couple et qu'elle constitue un comportement inac-



ceptable et une infraction qui tombe sous le coup de la loi pénale.

« Nous savons tous que cette forme de violence a des effets graves à court terme sur l'ensemble des membres de la famille. Nul n'ignore que les enfants vivant dans un milieu où sévit la violence sont eux-

mêmes mis en péril. Leur équilibre, leur santé psychique et psychologique sont menacés. Ces enfants, ces adolescents courent malheureusement, le risque de développer un haut niveau de tolérance à la violence en considérant ces comportements comme des modes normaux

d'expression et de résolution des conflits », souligne-t-il, avant d'ajouter que « fort heureusement, nous vivons dans une société très tolérante où, les mœurs sont encore préservées. La femme occupe une place centrale dans la vie socio-économique. Elle est moins sujette à

des actes de maltraitance mais, ne nous voilons pas la face, le phénomène existe. Certaines addictions à l'alcool et à la drogue peuvent être à l'origine de ce fléau. Fort heureusement encore, ces deux phénomènes demeurent marginaux dans notre communauté ».

La formatrice a précisé que la formation était très enrichissante en échange autant pour elle et pour les stagiaires. « J'ai porté la formation en particulier sur les violences faites aux femmes. Il y a eu beaucoup d'échanges et les stagiaires ont pu donner leur expérience et moi également. Je ne connaissais pas la place de la femme aux Comores et je n'avais pas cette notion et j'aimerais vous dire que la femme a une place importante », déclare l'adjudant-chef Merle Sophie. Et d'ajouter : « Ce ne sont pas les mêmes problématique qu'en France mais la violence existe quand même. Elle n'est peut être pas dénoncée il faut travailler et faire l'accueil des victimes ».

Andjouza Abouheir

## COMMUNE DE MUTSAMUDU

## Le gouverneur de l'île plaide pour une subvention de la Mairie de Mutsamudu

*L'écotaxe se paie à Mutsamudu via Mvola dès ce mardi 20 juin. Lors d'une cérémonie ficelant un partenariat entre la Mairie de Mutsamudu et la société Telma Comores, tenue dans les locaux de la Mairie de Mutsamudu, Ali Saindou, directeur de cabinet du Gouverneur Anissi Chamsidine lance un appel de soutien aux communes des capitales, comme le cas de Moroni.*

Le gouverneur par intérim a insisté sur un plaidoyer qui vise à soutenir financièrement la commune de Mutsamudu. « Mutsamudu étant la vitrine de l'île,

mérite plus d'assistance comme Fomboni (pareille à Moroni bénéficiaire déjà, ndlr) », a plaidé Saindou Assane gouverneur par intérim et directeur de cabinet d'Anissi Chamsidine. Dans ce sens, la Mairie de Mutsamudu et M'vola Comores sont ravies d'annoncer leur partenariat pour le lancement officiel d'un nouveau moyen de paiement pratique et sécurisé de l'écotaxe. Pour lui, payer l'écotaxe c'est un devoir pour tout un chacun. « Les neuf mille ménages que nous avons recensés à Mutsamudu doivent contribuer à la bonne santé de la commune », poursuit-il.

Lors de son allocution, le maire

de la capitale anjouanaise, Zarouki Bouchrane a fait comprendre aussi que « les ressources communales sont maigres pour pouvoir faire face aux attentes de l'administration et des administrés. Vous avez pleines d'opportunités quand désormais, vous réglez chers concitoyens vos écotaxe par mobile money ». Selon

lui, cette taxe contribue à soutenir les initiatives locales pour la préservation de l'environnement et pour le développement durable de la commune de Mutsamudu. Et Telma Comores via son service Mvola vient nous faciliter la tâche.

« Etant une société soucieuse des enjeux environnementaux, nous

sommes fiers de renforcer notre engagement en faveur de la protection de l'environnement et nous sommes convaincus que les entreprises ont un rôle crucial à jouer dans la préservation de notre écosystème », conclut-il.

Nabil Jaffar



NATIONS UNIES  
COMORES

ONU HABITAT  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

## AVIS DE RECRUTEMENT

ONU-Habitat recrute, dans le cadre du projet « **Renforcement de la résilience climatique urbaine au sud-est de l'Afrique** », financé par les Fonds d'Adaptation et mise en œuvre conjointement avec OXFAM, un consultant national, pour l'élaboration d'un « **guide sur le climat et la résilience urbaine à l'usage des villes et des collectivités locales en Union des Comores** ».

Pour plus d'information, veuillez consulter le lien suivant :

<https://eur02.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fdimosur.org%2Fwp-content%2Fuploads%2F2023%2F06%2FTDRs->

<GUIDE-USAGE-DESCOLLECTIVITES-COMORES-VF.pdf&data=05%7C01%7CChamid.soulessaadi%40un.org%7Ce891b4f7f0844ddcc6d708d%20b%20d%208%204%204%201%20d%20%7C0%20f%209%20e%203%205%20d%20b%205%204%204%20f%2060bdcc5ea416e6dc70%7C0%7C0%7C638222348816711266%7CUnknown%7CTWFPbGZsb3d8eyJWljoimC4wLjAwMDAiLCJQIjoiv2luMzliLCJBTiI6lk1haWwiLCJXVCi6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=EhWYIOPvJLaIABHKGJXOjxptcblrMsMj98U99xfDKpA%3D&reserved=0>

La date limite de soumission est fixée au 30 juin 2023



## CAMPAGNE DE RÉCOLTE DE LA VANILLE 2023

## Le démarrage a débuté depuis hier mardi

## Suite de la page 1

Les régions classées dans la zone 2 devront patienter jusqu'au 30 juin pour commencer la cueillette des gousses de vanille verte. Il s'agit d'Itsandra ya djou – Bambao ya djou – Hambou ya djoumoipanga – Mbadjini ya djou – Mberadjou ya Mitsamihouli / Mboude. Quant à Ndzouani, ce sont les régions de Dindri – Lingoni – Hada – Moya 2 – Ouzini – Bandrani 2.

L'arrêté interdit toute commercialisation de la vanille verte avant

l'ouverture de la campagne. « Le contrevenant sera poursuivi et réprimé conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur. Il sera contraint de payer une amende dont les modalités et le montant seront fixés par l'office comorien des produits de rente », note l'arrêté, précisant que toute vanille immature serait retiré du marché et détruite.

L'arrêté met également en garde les magasins de préparation qui tenteront d'ouvrir les portes avant la date d'ouverture de la campagne,

sous peine d'un retrait immédiat de la carte de préparation et de la vignette suivi d'une amende dont les modalités et le montant seront fixés par l'Office. « La préparation de la vanille sans la carte professionnelle et la vignette d'agrément des magasins est strictement interdite », souligne l'arrêté, selon lequel, l'absence de la carte entraînera par conséquent une saisie du produit et une amende pour le contrevenant. Autre interdiction, c'est la vanille en provenance de l'étranger. Le transfert de la vanille

d'une île à une autre. Seul, est autorisé, le transfert de la vanille préparée sur autorisation de la Délégation Régionale de l'Office.

A l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas fixé le prix au plancher du kilo de vanille verte. L'année dernière le prix au plancher était de 10 000 fc, très en deçà de celui de 2017, considérée comme étant une année faste, avec un prix qui était fixé à plus de 20 000 fc pour le kilo. Cette année, la crainte d'une chute incontrôlée du prix plane. D'autant plus que les

nouvelles en provenance de nos voisins malgaches ne sont pas rassurantes, avec un prix d'achat fixé à 75 000 ariary le kilo, soit 8 000 fc le kilo.

Pour les Comores, le secteur vanille représente plus de 80% des exportations et occupe plus de 45% de la population active. Le pays occupe le deuxième rang mondial dans la production de la vanille du label bourbon.

Maoulida Mbaé

## FINANCES

## L'AFRITAC-SUD s'est réuni à Moroni durant deux jours

Après dix ans d'absence du FMI sur l'accompagnement structurel, les Comores commencent peu à peu à réapparaître dans les cercles du Fonds après l'accord signé le 1er juin dernier sur la Facilité Elargie de Crédit à hauteur de quarante-trois millions de dollars.

Sous la direction de Sukhwinder SINGH directeur d'Africa Training Institute et d'AFRITAC-SUD, le comité de pilotage de cette organisation régionale qui regroupe 13 pays d'Afrique Australe s'est réuni à Moroni durant deux jours pour passer en revue plusieurs dossiers liés aux réformes structurelles que les Comores doivent entreprendre à la suite de cet accord. « Il s'agit de la réunion du comité d'orientation d'AFRITAC-SUD (centre régional d'assistance technique) du FMI pour l'Afrique Australe. Le centre fournit un appui technique dans des domaines tels que la gestion budgétaire, la fiscalité, gestion des finances publiques, gestion de la dette, politique moné-

taire, supervision et réglementation bancaire... », précise le directeur SINGH lors de la présentation de cette réunion de haut niveau au ministère des finances avant l'ouverture des travaux l'après-midi du lundi 19 juin dernier.

La nouvelle représentante résidente du FMI en Union des Comores Rima TURK qui a pris part à cette rencontre avec la presse dans la matinée, est revenue sur le prêt de quarante-trois millions de dollars du FMI qui représente selon elle « le premier engagement financier avec le Fonds Monétaire International depuis 2013 ». Un prêt qui exige des efforts structurels du gouvernement comorien en matière budgétaire et dans le domaine de la macro-économie notamment pour permettre une reprise rapide de l'économie qui a été impactée par des facteurs exogènes dont la pandémie de Covid-19 et récemment la guerre en Ukraine qui a fait replonger le pays après une année 2022 qui a connu un semblant de redressement.

Un peu plus loin, la nouvelle



représentante résidente est revenue sur les conditions de réussite de ce nouveau programme d'appui structurel assis sur trois axes majeures. « La mobilisation des recettes internes soutenue par des réformes structurelles, l'assainissement du secteur bancaire par l'achèvement de la restructuration de la banque postale publique la SNPSF afin de limiter les passifs budgétaires éventuels à l'avenir, et le troisième pilier c'est le renforcement de la gouvernance grâce à des réformes de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption », souligne-elle. Ce troisième pilier notam-

ment sur la lutte contre la corruption est conditionné dans le Mémoire de Politiques Economiques et Financières de la cellule anti-corruption.

Au nom du chef de l'Etat, la ministre de la santé, Loub Yacout a montré toute la satisfaction de l'Etat comorien d'accueillir un tel événement. « Notre pays est ravi d'héberger cette première réunion présentielle post-covid du centre régional de développement des capacités pour l'Afrique australe, une institution qui contribue au renforcement des capacités dans nos pays membres », avance-t-elle. Et la ministre

de faire le parallèle entre la réunion de l'AFRITAC-SUD et les efforts du continent à mettre en place des réformes financières dignes de ce nom. « Dans ce même élan des réformes au sein du continent africain, la réforme de l'architecture financière mondiale se pose encore aujourd'hui avec acuité et pour les mêmes raisons nous interpellent tous », poursuit-elle. Cette réunion du comité de pilotage de l'AFRITAC-SUD a été honorée par la participation de plusieurs délégués venus des treize pays membres.

Le Ministre de l'économie Ahmed Bazi représentant le ministre des finances absent du territoire a soulevé les problèmes que traverse l'économie comorienne qui a dû faire face à la pandémie de Covid et le début de la guerre en Ukraine. « Dans ce contexte particulièrement difficile l'atteinte des objectifs de renforcement des capacités macro-économiques à moyen terme est devenue encore plus importante », dit-il.

AS Badraoui

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

## 42 candidats en formation sur les techniques de recherches scientifiques

Pour mieux outiller les candidats qui souhaitent faire de la recherche scientifique, l'ambassade de France et l'université des Comores ont lancé la formation sur les recherches scientifiques et technologiques. Cette formation va outiller les prétendants chercheurs en technique de bibliométrie et management de recherche.

L'université des Comores en partenariat avec l'ambassade de France en Union des Comores a lancé lundi 19 juin dernier à l'université, une formation sur les recherches scientifiques et technologiques. Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme « Comores recherche, innovation et technologie » appuyé par le FSPI financé par le ministère de l'Europe

à travers l'ambassade de France. Durant trois jours, soit du lundi 19 au mercredi 21 juin, 42 candidats vont être outillés sur quelques caractéristiques nécessaires pour mieux adapter et mener leur investigation et sur le management de recherche scientifique.

Dans son intervention, l'administrateur principal de l'université des Comores, Ibouroi Ali Tabibou a montré que cette formation a tout son sens. Elle va permettre à ceux qui sont intéressés d'aller au bout de leur recherche, d'avoir les outils nécessaires et de savoir comment

faire une recherche scientifique. « Ils vont connaître la bibliométrie qui est l'évaluation quantitative de l'activité scientifique par le décompte des publications savantes d'un individu, d'un groupe ou d'une revue ainsi que de l'impact de cette production dans la communauté par les citations reçues. Elle permet de mesurer l'utilisation d'une publication dans la littérature scientifique ainsi que son impact à l'aide des citations obtenues. Cela va faciliter leur recherche, etc. Aujourd'hui le pays a besoin de chercheurs pour des solutions durables et pérennes », a-t-il souligné.

De son côté, le directeur des relations internationales de l'UDC Saïd Soule Saïd précise que ce qu'il faut retenir en matière de recherche, c'est que tout projet de recherche a

été jadis exploré et étudié par des chercheurs, des thématiques ont été élaborées, il y a toujours des références pour s'appuyer. Cependant, le plus important pour tout chercheur, c'est le terrain et l'originalité. « Après plusieurs discussions, nous avons compris que tout le pays devrait souscrire dans les recherches pour avoir des solutions adaptées à notre développement », a-t-il avancé. Et d'ajouter : « Ce projet a trois volets à savoir l'école doctorale soutenue par le chef de l'Etat, l'appui au développement de master et la recherche de la diaspora scientifique. Nous avons aussi besoin des comoriens de l'étranger pour leur expertise et pour la recherche scientifique, car beaucoup sont dans les recherches ».

Andjouza Abouheir



# Du Taklimakan au Sahara, la Chine et l'Afrique se concertent pour lutter contre la sécheresse et la désertification

*Nichés dans un brise-vent bordant le désert de Taklimakan, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, quelques mûriers venaient de donner leurs fruits. Trouvant du réconfort dans cette verdure tentaculaire, Zinabu Bora, un chercheur en écologie éthiopien, a pris le temps de cueillir quelques mûres et d'en savourer le jus avec délectation.*

Nichés dans un brise-vent bordant le désert de Taklimakan, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, quelques mûriers venaient de donner leurs fruits. Trouvant du réconfort dans cette verdure tentaculaire, Zinabu Bora, un chercheur en écologie éthiopien, a pris le temps de cueillir quelques mûres et d'en savourer le jus avec délectation.

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse, M. Bora, avec plus de 30 autres universitaires et fonctionnaires d'Afrique et d'Asie centrale, a participé à un atelier de formation sur la lutte contre la désertification organisé du 9 au 20 juin par l'Institut d'écologie et de géographie du Xinjiang (XIEG) de l'Académie des sciences de Chine. De Korla à Hotan, en traversant le désert du nord au sud, l'équipe s'est penchée sur diverses méthodes de lutte contre la désertification, cherchant l'inspiration et explorant la possibilité de les appliquer chez eux.

## LA SOLUTION DE LA CHINE

Ayant assisté dans son enfance à de graves famines causées par des crises écologiques, M. Bora a développé très tôt une détermination à travailler dans le domaine de la lutte contre la désertification. Avant de participer à cet atelier, il avait terminé son doctorat en gestion et écologie des pâturages à l'Académie des sciences de Chine. Le long de la route du désert de Tarim, il y a 109 stations de pompage d'eau pour le brise-vent. Lors de la visite de la 12e station, M. Bora et son ami Endrias Geta, ministre d'Etat éthiopien de l'Irrigation et des Basses Terres, sont restés un bon moment à côté des panneaux photovoltaïques qui fournissent l'électricité à la station. M. Geta a exprimé son intérêt pour l'installation de l'irrigation au goutte-à-goutte photovoltaïque, car elle n'émet pas de carbone et permet d'ajuster avec souplesse l'humidité du sol. Associée à des systèmes de gestion de l'eau, elle pourrait utiliser les précipitations de la saison humide pour l'irrigation pendant la saison sèche. "C'est ce dont nous avons besoin de toute urgence", a souligné le ministre d'Etat.

La désertification devient de plus en plus problématique en Ethiopie, a déclaré à Xinhua Tewodros Aboye, un habitant de la banlieue de la capitale Addis-Abeba. L'Ethiopie s'enorgueillit d'une importante population de bétail, et la

dégradation des prairies "affecte grandement la population de bétail", qui est de plus en plus mal nourrie, a averti M. Aboye.

En Afrique, et en particulier en Ethiopie, la protection de l'environnement est une priorité pour tout notre développement", a noté M. Geta, évoquant l'initiative "Green Legacy" de l'Ethiopie, qui prévoit la plantation de milliards de plants d'arbres dans le pays à des fins multiples. "La Chine possède une grande expérience en matière de restauration des zones dégradées et de leur productivité. Nous devons donc renforcer nos relations à long terme avec la Chine en termes de transfert de connaissances, de technologies et de renforcement des capacités", a-t-il ajouté.

La plupart des participants à l'atelier venaient de régions d'Afrique et d'Asie centrale fortement touchées par la désertification et la sécheresse. Parmi eux, Baasanbat Oyundari, une jeune chercheuse mongole en écologie de 22 ans. Préoccupée par les conséquences socio-économiques de la désertification, elle a vu dans ce voyage un bon départ pour sa carrière de chercheuse. "Tout part des problèmes environnementaux auxquels j'ai été confrontée dans mon enfance et c'est pour cela que je me suis lancée dans ce domaine", a-t-elle déclaré. Selon le ministère mongol de l'Environnement et du Tourisme, quelque 77% du territoire national est touché par la désertification et la dégradation des sols.

## DE VIEUX AMIS

Abdul Hamid Bala, directeur de l'écologie et de la sylviculture au ministère de l'Environnement de l'Etat de Kano, dans le nord du Nigeria, est venu pour la première fois en Chine il y a 12 ans. Au cours d'un atelier d'un mois organisé par l'Institut de recherche sur la lutte contre le désert du Gansu, province située dans le nord-ouest de la Chine, il s'est familiarisé avec les méthodes mécaniques de lutte contre les déserts, telles que le damier de paille. "Après l'avoir apprise, j'ai enseigné cette technologie à environ 70 étudiants, qui l'ont ensuite introduite dans différents endroits de mon pays", a déclaré cet homme d'une cinquantaine d'années.

Le chercheur nigérian est revenu en Chine. Au point de démonstration du damier de fixation du sable, M. Bala a fixé lui-même une grille à l'aide d'un type de matériau dégradable, le manioc. "C'est pour cela que je suis venu ici, pour approfondir mes connaissances.

Selon Umar Danladi Dahiru, directeur de l'ONG African Desertification Control Initiative (ADCI) au Nigeria, le climat de Kano est sec et la terre est fragile. "En outre, la croissance démographique et l'augmentation des besoins en moyens de subsistance sont des facteurs humains qui aggravent le processus de



désertification", a-t-il ajouté.

Travaillant depuis des décennies dans des régions désertiques difficiles en Chine, M. Xu n'hésite jamais à communiquer avec ses confrères africains. "Nos amis étrangers sont confrontés à des défis similaires aux nôtres", a-t-il dit. "Je comprends leurs difficultés et j'aimerais partager avec eux l'expérience que nous avons acquise en Chine.

Depuis de nombreuses années, les scientifiques chinois et africains travaillent de concert pour lutter contre la sécheresse et la désertification. Avec le soutien de l'Académie des sciences de Chine, l'ADCI a commencé à promouvoir les plantations d'arbres économiques indigènes. Sur le site expérimental situé près du village de Gwarmai, dans l'Etat de Kano, les chercheurs ont sélectionné plusieurs espèces d'arbres à planter à titre d'essai.

Selon M. Dahiru, ce projet est un bon début pour la construction d'un "mur vert" à Kano et dans d'autres Etats nigériens bordant le désert du Sahara. "La Chine et l'Afrique ont mis en place des programmes conjoints d'études environnementales et la Chine est en train de tracer la voie à suivre", a affirmé Gerrishon K. Ikiara, un spécialiste du développement, de la politique et de l'économie internationale basé à Nairobi.

## UNE PATRIE COMMUNE

L'Union africaine (UA) a lancé en 2007 l'initiative de la Grande Muraille verte, dont l'objectif principal est de planter un mur d'arbres à travers l'Afrique, à la limite sud du désert du Sahara, afin de restaurer les terres dégradées de l'Afrique.

Selon la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), cette initiative constituera la plus grande structure vivante de la planète une fois réalisée, couvrant 8.000 km de terres sur toute la largeur du continent, du Sénégal en Afrique de l'Ouest à Djibouti en Afrique de l'Est. La "Grande Muraille verte" du nord de la Chine a obtenu des résultats tangibles et constitue une référence précieuse pour les pays africains, a rappelé Marcelin Sanou,

responsable de la planification, du suivi-évaluation et de la gestion de l'information à l'Agence panafricaine de la Grande Muraille verte. Grâce à cette collaboration, la Chine et l'Afrique peuvent partager leurs expériences, se soutenir mutuellement et œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable, a-t-il ajouté. "Nous avons besoin d'efforts conjoints pour faciliter la compréhension scientifique, partager les connaissances et les technologies, et augmenter la capacité d'action", a déclaré Jia Xiaoxia, responsable de programme à la CNULD, lors du troisième Forum sur le désert de Taklimakan qui s'est tenu du 10 au 12 juin à Korla, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine.

Dans une interview accordée à Xinhua, M. Jia a souligné que la Grande Muraille verte n'était pas seulement un "mur". Il s'agit avant tout de relancer le développement agricole dans la région touchée par la sécheresse et la désertification. "La restauration des fonctions globales de l'écosystème est cruciale pour le développement agricole et la sécurité alimentaire locale.

"Lorsque nous nous attaquons aux problèmes de désertification, nous devons également penser aux objectifs de développement durable, qui sont en fait un réseau d'objectifs que nous devrions atteindre dans leur ensemble", a expliqué Zhang Linxiu, directrice du Programme des Nations Unies pour l'environnement - Partenariat international pour la gestion des écosystèmes.

Le changement climatique, la dégradation des écosystèmes et la pollution ne sont pas des crises indépendantes, a-t-elle déclaré, ajoutant que la lutte contre la désertification était une question qui concernait non seulement les deux régions, mais qui revêtait également une importance mondiale. "Tout est lié". Faisant écho à ses remarques, M. Aboye, un habitant d'Addis-Abeba, a déclaré : "Je souhaite que la prochaine génération hérite d'un écosystème toujours vert et de conditions climatiques améliorées".

Source: XinhuaNet

## FOOTBALL

## Djabal FC, accueil triomphal

La dynamique impulsée dans la deuxième moitié de la phase régionale était la bonne. Djabal n'a enregistré aucune défaite depuis cette période jusqu'au double sacre en Coupe des Comores et en Championnat. Troisième club à faire le doublé, Coupe-Championnat après Apaches (2009) et USZ (2020), Djabal rentre un peu plus dans l'histoire du football comorien.



Ca a mis du temps à se dessiner, et il a fallu le coup de sifflet final pour que Djabal se libère et libère ses milliers de supporters amassés dans la célèbre place de Bishioni et un peu partout dans la ville où ceux qui avaient fait le déplacement dans la capitale anjouanaise. Le but marqué sur penalty par Steal Nouvel (45' minute) avait quelque peu glacé les espoirs des bleus d'Ikoni, mais ils n'ont pas mis trop de temps pour réagir. Dans le temps additionnel de la première période, le maître à

jouer Keba a mis les pendules à l'heure d'une tête après un cafouillage dans la surface des réparations du club de Sima.

Cette communion entre le club et ses supporters a été ressentie par l'accueil réservé aux joueurs du pré-

sident Saïd Ali Sultan à leur descente d'avion à l'aéroport Prince Saïd Ibrahim. Des centaines de supporters de la localité de Hahaya ville d'origine du meilleur buteur de Djabal et de la phase nationale Anfane l'ont acclamé aux chants «

Tsuwo tsuwo Anfane kasina ntronro harahara swafi » rendus célèbres par l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi.

La consécration de Djabal c'est aussi celle d'un homme, Zainoudine Msoili, qui a su constituer une équi-

pe dynamique autour de lui. L'ancien entraîneur de Volcan et de Bonbon Djema était entouré d'Ahmed Chabane son adjoint de l'ancien préparateur physique des Cœlacanthes A' Adams et du préparateur des gardiens de but Lota, qui ont travaillé sans relâche pour former ce groupe solide et endurant le long de la saison.

Après les festivités, le club d'Ikoni doit vite revenir sur terre pour préparer au mieux sa deuxième participation dans la ligue des champions africaine. Les champions des Comores auront à cœur de passer le tour préliminaire et inscrire son nom, comme le premier club comorien à prendre part à la phase de groupes d'une compétition de club en Afrique pour le football masculin. Et quoi de mieux que de revenir dans la compétition par un match officiel. En effet, Djabal doit encore jouer son huitième de finale de la coupe de la ligue contre Etoile des Comores.

AS Badraoui

## JOURNÉE MONDIALE DE COLLECTE DE SANG À ANJOUAN

## Deux cas d'Hépatite B dépistés et 2 nouveaux groupes de sang rare détectés

Du 14 au 20 juin une opération de sensibilisation et de collecte de sang a eu lieu à l'occasion de la journée mondiale de collecte de sang à l'hôpital de Hombo. 70 volontaires dont des journalistes se sont présentés au CHRI et deux personnes sur 48 personnes valides sont atteintes d'Hépatite B et directement prises en charge par l'hôpital.

Le grand nombre de volontaires sont des soldats du feu. « Les agents du COSEP représentent un grand nombre des volontaires qui se sont présentés et une équipe des journalistes ont été là aussi pour faire le donneur de sang »

précise Dr Ibrahim Salim Mari, directeur de l'hôpital de Hombo. « Une fois que le volontaire s'est présenté à l'hôpital, il est bien orienté. Après consultation, il rencontre le médecin pour l'étape importante des indications médicales (l'aptitude du

volontaires, ndlr), avant d'aller au laboratoire, faire le prélèvement après le bilan. Tout est gratuit », explique-t-il.

Après semaine, la collecte est très encourageante. Avec des poches de 0,5 litre, on compte presque 50 poches dont 25 litres de sang de rhésus différents. Lors des étapes complètes à suivre avant prélèvement, deux nouvelles personnes de groupe sanguin très rare (O-) sont découvertes. « Actuellement on peut

compter 10 personnes bien connues ayant du sang O-, dans l'île d'Anjouan. Cette semaine de sensibilisation et de collecte, on a aussi découvert deux nouveaux cas, on remercie ces deux volontaires et tous les autres », souligne le directeur de l'hôpital.

A noter que l'hôpital de Hombo possède une banque de sang d'une capacité de 300 poches. Comme chaque année, le directeur fait comprendre l'utilité et l'efficacité ainsi

que la gratitude des donateurs, malgré la mauvaise propagande liée à une fausse vente du sang à Hombo. A notre niveau d'information et après vérification poussée, c'est juste la poche qui se vend, mais le sang c'est une œuvre de charité. « Nous sommes venus ici donner notre sang, car l'ayant besoin de demain peut-être moi-même ou mon proche », tel était slogan de tous les donateurs volontaires.

Nabil Jaffar

## SOCIÉTÉ

## Une association forme les enseignants des écoles coraniques

Les enseignants des écoles coraniques et madrassat de Fomboni ont bénéficié d'une formation sur les méthodes d'enseignement de la langue arabe mais aussi sur la lecture du saint coran.

L'apprentissage s'est déroulé à l'établissement AMA (Agence musulmane d'Afrique) par la « Djamouiyate halakat kouraniya » dans l'objectif de promouvoir l'éducation religieuse mais surtout

de permettre aux élèves de bien lire le Coran.

Des maîtres de certaines écoles coraniques de Fomboni ont été conviés à une forma-

tion. Ce sont en majorité des femmes qui viennent des quartiers Mdjawaché, Salamani et des enseignants de l'établissement AMA. L'objectif est de renforcer leurs capacités sur les bases de la grammaire arabe, mais aussi comment maîtriser la lecture du coran. C'est l'association « Djamouiyate halakat kouraniya » qui regroupe plusieurs enseignants ainsi que des cadres religieux de l'île qui dispense cette formation.

« Nous sommes ici pour apprendre afin de pouvoir à notre tour aller enseigner à nos élèves les bonnes pratiques de la lecture du coran. Je suis très satisfaite de cet apprentissage car ça m'a apporté des détails qui m'ont échappés il y'a longtemps. L'homme ne doit jamais cesser d'apprendre » s'est réjouit une maîtresse

d'école.

Ces bénéficiaires se disent prêts à relever le défi pour l'épanouissement de la religion musulmane. Il est cependant constaté lors de ce partage d'information que les livres du coran font défaut dans plusieurs madrassat de la capitale. Selon les formateurs, le renforcement de la langue arabe et de la lecture du coran est indispensable pour promouvoir l'islam dans le pays, l'unique solution pour lutter contre les violences mais aussi préparer des futurs ambassadeurs qui seront à la hauteur de représenter le pays dans les compétitions internationales de haut niveau sur la religion et la lecture du coran.

Riwad





## Le Programme d'Appui à la Production, à l'Industrialisation et au Libre-Exchange aux Comores (APILE-Comores)

### APPEL A CANDIDATURE POUR UN POSTE DE CONSULTANT NATIONAL CHARGE DE COMMUNICATION

**Nom de l'organisme:** Centre du Commerce International (ITC)

**Lieu:** Moroni, Union des Comores

**Poste:** Consultant(e) National(e) Chargé de la Communication, contrat à temps partiel

**Date limite de candidature:** 5 Juillet 2023 à 23H59, heure de Moroni

**Langues requises :** Français à l'oral et à l'écrit / Une bonne connaissance de l'anglais sera un atout

**Date d'entrée en fonction:** Dès que possible

**Durée du contrat:** 6 mois renouvelable

#### Description de l'organisation

Le Centre du commerce international (ITC) est une agence conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce, qui s'attache notamment à développer les capacités d'exportation des petites et moyennes entreprises dans les économies en développement et en transition. L'ITC est une organisation «Aide pour le commerce» à 100%, qui soutient le commerce pour obtenir des résultats de développement inclusif et durable.

Dans le cadre de son mandat, l'ITC met actuellement en œuvre, en partenariat avec le Gouvernement de l'Union des Comores, deux des trois composantes d'une initiative de 4 ans dénommée « Programme d'Appui à la production, à l'Industrialisation et au libre-Echange aux Comores (APILE- Comores) ». Financé par l'Union Européenne au titre du 11ème Fonds européen de développement et exécuté conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle (ONUDI) et le Centre du commerce international (ITC), le programme APILE vise principalement à contribuer à la diversification et à l'industrialisation de l'économie comorienne, tout en encourageant une transition vers une économie verte et circulaire et la création d'emplois décents respectueuse de l'environnement. Pour atteindre cet objectif de développement, trois composantes ont été définies et réparties entre l'ONUDI et l'ITC. Il s'agit de :

- Composante 1 : Renforcement des capacités techniques et compétitives des entrepreneurs et des TPE/PME comoriennes.

- Composante 2 : Amélioration de l'environnement des affaires et du climat des investissements à travers un dialogue public-privé constructif et favorable aux activités de transformation industrielle et artisanale.

- Composante 3 : Promotion du « Made in Comoros » et de la qualité.

La réalisation de la Composante 1 est sous la responsabilité de l'ONUDI et celle des Composantes 2 et 3 incombe à l'ITC.

#### Attributions et responsabilités

Sous la supervision générale du Chef du Bureau pour l'Afrique de l'ITC et la direction technique de l'Administrateur en promotion commerciale en charge de la coordination du programme au siège de l'ITC à Genève, le/la consultant (e) en communication apportera un appui à la production de supports et de contenus de communication, et aura la responsabilité de mettre en œuvre au niveau national la stratégie de communication des deux composantes du Programme APILE COMORES-ITC mises en

œuvre par l'ITC.

À cet effet, il/elle devra entreprendre les tâches suivantes :

- Collecter les contributions du Bureau pour l'Afrique, des Sections techniques de l'ITC et des contreparties nationales impliquées dans la mise en œuvre du programme pour identifier les opportunités de communication émanant des activités du programme et en assurer la couverture et la dissémination à travers les plateformes appropriées ;
- Participer aux missions des experts et aux différents ateliers et événements du programme organisés par l'ITC et en assurer la couverture ;
- Contribuer au développement du contenu pour le site web du programme, news flash et le bulletin d'information ;
- Tenir le plan de travail à jour pour communiquer sur les activités à venir.

#### Réalisation du matériel de communication, d'articles et de publications

- Rédaction de communiqués de presse et des invitations aux médias sur base des éléments fournis par les experts
- Rédaction d'articles sur les activités et les résultats du programme APILE COMORES ;
- Réalisation d'entretiens ;
- Création de contenus à diffuser via les plateformes électroniques et les réseaux sociaux ;
- Contribuer à la finalisation des rapports du programme, y compris l'édition et mise en page au format de l'ITC)
- Réalisation ou supervision de reportage photos et vidéos.

#### Assurer la couverture médiatique des activités du programme au niveau national

- Mobiliser la presse écrite, radio, télévision et internet pour les ateliers et événements organisés par l'ITC dans le cadre du programme APILE COMORES ;
- Assister à la rédaction de communiqués de presse et des articles sur les activités et résultats du programme ;
- Assurer le suivi des publications dans la presse et réaliser une revue de presse à l'issue de chaque mobilisation des médias.

#### Assurer la visibilité des activités du programme sur les réseaux sociaux

- Développer et animer une communauté virtuelle autour des composantes du programme APILE COMORES mises en œuvre par l'ITC (publication des appels à proposition, activités et résultats du programme, annonce d'événements, témoignages de bénéficiaires, interviews, mobilisation de participants, etc.) Alimenter les comptes Facebook et Tweet du programme au minimum sur une base hebdomadaire ;
- Soutenir l'équipe de coordination au niveau de l'ITC et du bureau local dans tous les aspects de communication.
- Développer et disséminer les messages stratégiques auprès des partenaires et bénéficiaires de l'action de l'ITC dans le programme APILE .

#### Assurer le rôle de conseiller en communication

- Dans le cadre de l'organisation d'événements et activités du programme : orienter, conseiller proactivement les membres de l'équipe sur les priorités, exigences et facteurs à prendre en considération pour optimiser le volet communication ;

- Conseiller proactivement les partenaires de mise en œuvre du programme sur les questions liées à la communication, telles que l'élaboration de supports et de campagnes de communication par le biais de réunions de travail.

#### Profil recherché :

- Diplômé(e) dans les domaines de la communication, du journalisme ou discipline équivalente.
- Être de nationalité comorienne ;

#### Expérience professionnelle requise :

- Une expérience d'au moins deux ans dans le domaine de la communication plus précisément de la communication audiovisuelle. Une excellente connaissance des logiciels de montage comme Photoshop et Adobe Illustrator.

#### Autre Expérience:

- Une expérience de travail dans le cadre de projets ou programmes financés par des partenaires au développement ;
- Une bonne connaissance du contexte institutionnel de l'Union des Comores serait un atout.

#### Compétences principales recherchées :

- Maîtrise des outils informatiques.
- Maîtrise des logiciels de PAO (Photoshop, Illustrator, Microsoft Publisher ou autres).
- Bonne connaissance des outils et interfaces numériques (gestion de site internet et des réseaux sociaux).
- Excellente Maîtrise de la langue française à l'écrit comme à l'oral.
- Bonne Maîtrise de l'anglais souhaitée
- Faire preuve d'éthique et d'intégrité
- Compétences avérées en communication, rédaction et présentation en langues comorienne et française. La communication en anglais est un atout ;
- Rigueur, sens de l'organisation et des responsabilités.
- Autonomie, prise d'initiative et organisation.
- Qualités rédactionnelles.
- Savoir transmettre des contenus.
- Aisance relationnelle et sens du contact.
- Goût du travail en équipe et en transversalité.
- Connaissance du contexte comoriens souhaitée.
- Grande capacité d'adaptation et d'intégration favorisant l'interculturalité.

#### Procédure et date limite de soumission de candidatures

Pour faire acte de candidature, veuillez transmettre avant le **5 Juillet 2023 à 23H59** votre Curriculum Vitae détaillé (**mentionner les mois et années pour chaque expérience**) et votre lettre de motivation par courriel électronique à [apile@intracen.org](mailto:apile@intracen.org); avec copie à [tbhuwane@intracen.org](mailto:tbhuwane@intracen.org), [granfar@intracen.org](mailto:granfar@intracen.org), [abbashachim@yahoo.fr](mailto:abbashachim@yahoo.fr), [dzalhata@gmail.com](mailto:dzalhata@gmail.com), accompagnés des pièces justificatives suivantes :

- Copie de votre Carte nationale d'identité ou passeport valide
- Copie PDF de votre Curriculum Vitae
- Copie certifiée conforme à l'original de votre Diplôme d'études supérieures le plus élevé.
- Attestation (s) d'emploi et/ou de fin de mission pour les services de consultation.

**N.B.:** Tout dossier de candidature incomplet ou transmis après la date de clôture ne sera pas pris en considération.